

REPUBLIQUE DU SENEGAL



Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère du Développement Social

Plan d'Action

*Novembre 2002*

## **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

*Les effets combinés des programmes d'ajustement structurel, de la stagnation des productions agricoles, du recul des réserves forestières, de la baisse de la productivité du travail et de l'obsolescence de l'appareil industriel ont beaucoup contribué à fragiliser la situation sociale du pays et à accélérer le processus de paupérisation des cercles de pauvreté.*

*Les réformes structurelles et sectorielles engagées au lendemain de la dévaluation du franc Cfa en 1994 ont certes permis d'améliorer le cadre macroéconomique avec un taux de croissance de 5 % supérieur au croît démographique (2,7%), d'impulser le niveau de compétitivité de certaines activités telles que la pêche et le tourisme et de limiter le déficit budgétaire, mais elles n'ont pas freiné pour autant le recul du développement social. Les performances économiques enregistrées restent encore fragiles et insuffisantes au regard de la demande sociale.*

*Le secteur agricole qui occupe 60% de la population contribue moins que les autres secteurs à la création de richesses nationales, d'où la faiblesse des revenus du monde rural dont l'essentiel des forces vives émigre vers les pays développés.*

*En créant un ministère du Développement Social le Chef de l'Etat a voulu favoriser la concrétisation d'une vision globale, intégrée et partagée par tous les partenaires, d'une nouvelle approche stratégique de traitement de la demande sociale devenue exigeante et multiforme.*

*Le présent plan d'action qui se fonde sur les missions assignées au Ministère du Développement Social par le décret 2002-1122 du 14 novembre 2002 et des recommandations pertinentes du Sommet Mondial sur le Développement Social de Copenhague, entend donner un contenu opérationnel à cette vision et corriger de manière durable les contraintes majeures qui empêchent les populations les plus démunies de valoriser réellement leur potentiel d'auto développement. Ces contraintes qui ont été du reste, largement analysées dans le DSRP, se résument comme suit :*

- *profil de pauvreté élevé au niveau des ménages (58 % vivant au-dessous du seuil de pauvreté soit 65 % de la population sénégalaise) ; et sur l'ensemble du territoire, 80 % des pauvres vivent en milieu rural contre 20 % en milieu urbain ;*

- difficultés d'accès des femmes et des jeunes aux services sociaux de base, aux infrastructures et aux équipements ;
- faible niveau d'éducation, de formation, alphabétisation qualifiante des groupes cibles défavorisés qui les empêche de participer correctement aux instances et pouvoirs de décision ;
- difficultés d'accès de ces derniers à la micro finance et aux opportunités d'emplois et de revenus ;
- faiblesse des structures et moyens d'encadrement, de réinsertion sociale et d'auto-développement des personnes handicapées ;
- statut social de plus en plus dévalorisant des personnes âgées en raison de l'effritement de nos valeurs socio culturelles, de l'amenuisement du pouvoir d'achat et de l'insuffisance des structures d'assistance socio sanitaire et économique de ces dernières ;
- l'existence d'un environnement socio-économique, culturel, politique et institutionnel peu favorable au développement social.

En effet, il est apparu une faible participation et responsabilisation des acteurs de la société civile (groupes cibles et ONG) à la définition et à la mise en œuvre des politiques, projets et programmes de développement qui les concernent en raison de lourdeurs institutionnelles multiples, d'attitudes, de comportements et de préjugés socio culturels peu favorables, d'absence de respect des règles de bonne gouvernance.

Le présent plan d'action à travers ses objectifs stratégiques, lignes d'action et principes directeurs ci-après, entend contribuer à la résolution de ces contraintes majeures.

- O.S 1 : Promouvoir un environnement favorable au développement social

**Lignes d'action :**

- Organisation d'un Dialogue National sur une nouvelle vision partagée du Développement social et le suivi des engagements du Sommet de Copenhague.
- Elaboration de Plans de Développement Communautaire de 20 quartiers pilotes par région

- O.S 2 : Veiller à un meilleur impact des projets et programmes de développement sur les conditions de vie des populations, notamment les plus démunies.

**Lignes d'action :**

- Conception et mise en place d'un système de coordination et de suivi opérationnel doté d'une base de données sur les conditions de vie des ménages
- Organisation de missions de suivi, de revues à mi-parcours et de rencontres et d'échanges sur les activités des projets et programmes de lutte contre la pauvreté
- Opérationnaliser les recommandations de l'atelier de planification stratégique

- O.S 3 : Adopter des politiques d'élimination de la pauvreté par la conception et la mise en œuvre de projets et programmes de lutte contre la pauvreté.

**Lignes d'action :**

- Mise en œuvre du plan d'opération du PLCP/FAD/FND à travers les composantes ci-après :

renforcement des capacités des OCB et des partenaires institutionnels et d'exécution

- Accès à la micro-finance et aux AGR des OCB
- Accès des groupes cibles sociaux de base, aux infrastructures et équipements

- Planification, gestion, coordination et exécution du projet

- Mise en œuvre des plans d'opération du projet Fonds de développement Social /Banque Mondiale en matière :

- d'accès aux crédits des OCB, des femmes et des jeunes
- d'accès aux infrastructures sociales de base, infrastructures et équipements d'allègement

Renforcement des capacités des bénéficiaires et acteurs

Suivi des conditions de vie des ménages

Mise en œuvre du plan d'opération du programme ét élargi de lutte contre la pauvreté phase 1 et 2 en matière :

- d'amélioration des conditions des populations,
- d'aménagement et de gestion de l'espace rural,
- de la promotion économique des femmes,
- de la mise en place d'une capacité de coordination et de pilotage

- O.S 4 : Favoriser le renforcement des capacités des membres de la société civile (OCB, ONG)

**Lignes d'action :**

- Renforcement des initiatives et capacités des organisations communautaires de base (OCB)
- Renforcement des initiatives et capacités des organisations communautaires de base (ONG)

- Mise en œuvre du Cadre Institutionnel de coordination, suivi et évaluation des actions des ONG
- O.S 5 : favoriser le renforcement des capacités institutionnelles des structures du Ministère du Développement Social.

**Lignes d'action :**

- Renforcement des capacités institutionnelles du MDS

- O.S 6 : élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication et de marketing social.

**Lignes d'action :**

- Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie d'informations et de communication sur les objectifs et stratégie de lutte contre la pauvreté en direction des cibles et des partenaires

- O.S 7 : Favoriser l'amélioration du cadre de vie et la protection des personnes vulnérables

**Lignes d'action :**

- Réactualisation et mise en œuvre d'un programme de réadaptation à base communautaire

- Accroissement des revenus des groupes sociaux vulnérables

- Amélioration de l'accès aux services de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées et des personnes âgées

- Conception et mise en œuvre d'un programme de valorisation des compétences des personnes âgées et d'amélioration de leurs revenus

**Principes Directeurs :**

Les principes Directeurs ci-après devront régir la mise en œuvre du présent Plan d'Action :

-Rigueur et transparence

-Sens du travail, de l'effort et de la discipline

-La bonne gouvernance

-La réhabilitation du mérite

-La disponibilité constante

-Le faire faire ;

-L'approche genre, la décentralisation des actions.

*- Participation, Pédagogie, etc. à connaître*

La matrice du Plan d'Action ci-joint, permet d'apprécier les résultats attendus, les moyens à mettre en œuvre (disponibles ou à rechercher) le calendrier d'exécution et les structures responsables.

*Un rapport d'activités trimestriel sur l'état d'exécution de chaque objectif stratégique, sera soumis régulièrement à l'attention de Monsieur le Premier Ministre.*

Objectifs stratégiques	Lignes d'action	Résultats attendus	Moyens de réalisation	Echéance	Structures responsables
<ul style="list-style-type: none"> <li>O.S 1 : Promouvoir un environnement favorable au développement social</li> </ul>	<p>Organisation d'un Dialogue National sur une nouvelle vision partagée du Développement social et le suivi des engagements du Sommet de Copenhague.</p> <p><i>et du Sommet sur le DSH durable</i></p> <p>Elaboration de Plans de Développement Communautaire de 20 quartiers pilotes par région</p>	<p>Un document de politique sectorielle, un programme de Développement Intégré de Politique Sociale et un Rapport National sur le Développement humain, disponibles</p> <p>Plan de Développement communautaire de 20 quartiers pilotes par région et de renforcement des initiatives OCB disponibles et mis en œuvre</p>	<p>10 millions à chercher</p> <p>660 millions</p>	<p>Janvier-Février 2003</p> <p>1<sup>er</sup> semestre 2003</p>	<p>DSDS, ENTSS, DDC, Projets et Programmes de lutte contre la pauvreté</p> <p>DDC, Projets et Programmes de lutte contre la pauvreté</p>

collecté abiment par les projets / Stradie / profane de MDS 50 fonction de

<p>O.S 3: Veiller à un meilleur impact des projets et programmes de développement sur les conditions de vie des populations, notamment les plus démunies.</p>	<p>-Conception et mise en place d'un système de coordination et de suivi opérationnel doté d'une base de données sur les conditions de vie des ménages</p> <p>-Organisation de missions de suivi, de revues à mi-parcours et de rencontres et d'échanges sur les activités des projets et programmes de lutte contre la pauvreté</p> <p>-Opérationnaliser les recommandations de l'atelier de planification stratégique</p>	<p>Existence d'une base de données et d'un système de suivi opérationnel</p> <p>Disponibilité d'indicateurs socio-économiques sur les groupes cibles et meilleur ciblage des zones de pauvreté</p> <p>Les agents du MDS impliqués dans le suivi et les revues à mi-parcours des projets et programmes de lutte contre la pauvreté</p> <p>Une lettre de politique sectorielle du développement social élaborée un observatoire des paramètres sociaux mis en place ; une nette amélioration au niveau organisationnel, législatif et réglementaire, matériel, financier et des ressources humaines, observée</p>	<p>2500000000 Fcfa</p> <p>20 000 000 Fcfa</p> <p>50 000 000 Fcfa</p>	<p>2003-2005</p> <p>2003</p> <p>1<sup>er</sup> semestre 2003</p>	<p>Cellule de suivi et de coordination des projets (CSCP)</p> <p>Cellule de suivi et de coordination des projets (CSCP)</p> <p>MDS, DSDS, CSCP, DDC</p>
---	---	---	--	--	---

093

Reste de l'année ne figurant pas mise à jour 8

Sur la base de la LCE

Sur les projets

à profane de LCE

le

meilleur ciblage des zones de pauvreté sur mieux ciblés

Le suivi et le suivi

50

ob mis en place et fonctionnel

- R & C complé le DSDS et aie pour annuler la D unité

du co lu

*Souvenir et Pello en cours de lutte contre*

<ul style="list-style-type: none"> <li>O.S 2 Adopter des politiques d'élimination de la pauvreté par la conception et la mise en œuvre de projets et programmes de lutte contre la pauvreté.</li> </ul>	<p>Mise en œuvre du plan d'opération du PLCP/FAD/FND à travers les composantes ci-après :</p> <p>a) renforcement des capacités des OCB et des partenaires institutionnels et d'exécution</p> <p>b) Accès à la micro-finance et aux AGR des OCB</p>	<p>a.1. Le niveau éducatif, les compétences et la capacité d'auto promotion de 36000 groupes cibles sont améliorés</p> <p>a.2. Les capacités des différents partenaires institutionnels et d'exécution du projet sont renforcées</p> <p>b.1. Les capacités techniques des services financiers décentralisés et des groupes cibles sont renforcées</p> <p>b.2. Les groupes cibles accèdent de manière durable au financement de leurs activités (290000 micro-crédits) et 2400 prêts aux caisses d'épargne et de crédit villageoises</p>	<p>Financement disponible de 7,96 milliards ; prêt FAD</p> <p>Adoption 1,393 milliards FAD 3,98 milliards prêts FND 1,4 milliards Etat</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>	<p>2002 --2005</p>	<p>PELCP – FAD – FND – et CSCP</p> <p>"</p> <p>"</p> <p>"</p>
---	--	---	---	--------------------	---

	<p>c) Accès des groupes cibles sociaux de base, aux infrastructures et équipements</p> <p>d) Planification, gestion, coordination et exécution du projet</p>	<p>c.1. Les communautés ciblées accèdent facilement à l'eau potable en quantité dans un environnement assaini</p> <p>c.2. les groupes cibles disposent de meilleures capacités de valorisation des produits agricoles et halieutiques et les femmes sont, en particulier allégées des travaux post-récoltes PV et rapports disponibles</p> <p>c.3. Les groupes cibles disposent de cases des tout petits, de cases foyers, de cases de santé, de caisses populaires d'épargne et de crédit et autres PV et rapports disponibles</p> <p>d.1. Les activités du projet sont planifiées et exécutées Pan d'exécution détaillé validé ; rapport ou comptes rendu de réunion de CRD, CDD et</p>	<p>300 millions</p> <p>"</p> <p>"</p>	<p>2003</p>	<p>Projets et programmes de lutte contre la pauvreté, DDC</p>
--	--	---	---------------------------------------	-------------	---

		<p><i>CLD tenus</i></p> <p><i>d.2. les activités du projet sont coordonnées, supervisées et suivies au plan national et régional</i></p>			
	<p><i>-Mise en œuvre des plans d'opération du projet Fonds de Développement Social /Banque Mondiale en matière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>.d'accès aux crédits des OCB femmes et jeunes</i></li> <li><i>.d'accès aux infrastructures sociales de base, infrastructures et équipements d'allègement</i></li> <li><i>.renforcement des</i></li> </ul>	<p><i>d.3. les partenaires au développement du projet sont informés de l'exécution des activités</i> <i>Document sur le système de planification et évaluation approuvé.</i> <i>Rapport de supervision de revue à mi-parcours et d'évaluation disponible</i> <i>Document sur le système de planification et suivi évaluation disponible</i></p> <p><i>Amélioration des conditions de vie des groupes cibles de 535 communautés de base des régions de Dakar, Louga, Fatick, Kaolack et Tambacounda</i></p>	<p><i>30 millions de \$US</i></p>	<p><i>2001 –2004</i></p>	<p><i>AFDS</i></p>

<p><i>Missions complémentaires</i></p>	<p>capacités des bénéficiaires et acteurs          .suivi des conditions de vie des ménages</p> <p>- Mise en œuvre du plan d'opération du <del>projet élargi</del> de lutte contre la pauvreté en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>.d'amélioration des conditions des populations</li> <li>.d'aménagement et de gestion de l'espace rural</li> <li>.de la promotion économique des femmes</li> <li>.de la mise en place d'une capacité de coordination et de pilotage</li> </ul> <p><i>- Le restructuration urbaine et le renouveau financier</i></p>	<p><i>Propose PNUD</i></p> <p>Capacités techniques des groupes cibles et des partenaires renforcés dans les régions de Dakar, St-Louis, Diourbel et Tambacounda</p> <p><i>Financiers</i></p> <p>Mise en œuvre des conclusions et recommandations de la mission d'évaluation relatives à la phase transitoire (moyens d'existence durables)          Ancrage institutionnel du PELCP/PNUD au MDS conformément aux décrets 2000-837 du 17-10-00 et 2001-399 DAP de la phase transitoire en 2002 révisée          Suivi du dossier au MEF en vue d'une mobilisation des ressources additionnelles dans le cadre de l'IPTE</p>	<p><del>7,040 000 \$ US</del>  <i>10.000.000 \$ US</i></p>	<p><del>2002-2003</del>  <i>2003-2006</i></p>	<p><u>PELCP</u></p>
--	---	--	--	---	---------------------

*224 7885*





		<p>Nombre de jeunes issus des familles démunies insérés dans les structures d'éducation et de formation professionnelle</p> <p>20000000 Fcfa</p>	Février 2003	
		<p>Un comité interministériel de concertation sur les problèmes des personnes âgées mis en place et fonctionnel</p>	Février 2003	
		<p>Un programme de mise en place des CAAPA et Conseils de Sages élaboré et exécuté</p>	Mars 2003	MSP - MFPET ME - METFPLA
		<p>Une charte sur les droits et le Statut de la personne âgée élaborée</p>	Juillet 2003	
	élaboré	<p>Une carte « SESAME » pour personnes âgées confectionnées et diffusée</p>	Août 2003	MSP - MFPET
		<p>Une carte d'invalidité pour personnes handicapées confectionnée</p>	Août 2003	BM - MSP
		<p>Un schéma d'intégration de la Géronto-Gériatrie dans le système médico-</p> <p>7,5 millions</p>		

Van pathologie  
 15  
 de l'office National  
 Les personnes handicapées et mises en place de formation et

		social mis en place			
		Document du plan d'action national pour personnes âgées (PANAPA) disponible	6 millions	Août-Septembre 2003	MDS Etat, bailleurs, MSPHP MEF
		Un programme de prévention des pathologies liées au vieillissement élaboré et mis en œuvre	2 millions		
		Les revenus des groupes sociaux accrus	50000000 Fcfa	Mars 2003	MDS MEF
		Un fond d'appui à l'insertion des personnes handicapées créé et fonctionnel	150000000 Fcfa	Mars 2003	MEF / MDS refo Gr vulnérables
		100 micro-projets d'insertion pour handicapés financés	50000000	Septembre 2003	
		Nombres de projets générateurs de revenus au profit des jeunes diplômés issus de familles démunies mis en œuvre	15000000	Août 2003	MDS MDS
	Accroissement des revenus des groupes sociaux vulnérables				

↳ do neo dephatim  
 Socio économique  
 ↳ fonds vulnérables

MDS  
 MDS

↳ Sechara

↳ MDS  
 ↳ MDS  
 ↳ MDS

↳ MDS

		<p>Nombres de veuves ayant en charge des enfants mineurs indigents bénéficiaires de projets générateurs de revenus</p> <p>100 micro-projets au profit des familles démunies financés</p>	<p><del>150000000</del></p> <p>500000000</p>	<p>Août 2003</p> <p>Août 2003</p> <p>2003-2003</p> <p>Janvier - septembre 2003</p>	<p>MDS</p> <p>NAS / NEF / PDS</p> <p>Etat, ONG, Projets menés</p>
<p>Co-mobiliser le Handicap &amp; PA ou améliorer</p>	<p>Amélioration de l'accès aux services de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées et des personnes âgées</p> <p>elaboration</p> <p>Conception et mise en œuvre d'un programme de prophylaxie sociale plus efficace</p> <p>Prophylaxie / VIH / SIDA / Corruption / aide sociale jeunesse</p>	<p>Des projets et programmes spécifiques aux personnes âgées élaborés</p> <p>Programme RBC financé &amp; évalué</p> <p>Programme RBC mis en œuvre</p> <p>Ministère de la Santé Nationale</p> <p>Le projet de lutte contre la drogue financé</p> <p>Séances de sensibilisation sur les fléaux sociaux dans les structures d'éducation et de formation en faveur des jeunes</p> <p>Journées nationales et internationales relatives aux cibles de l'action sociale célébrées</p>	<p>464,2 millions</p> <p>3 millions</p>	<p>Janvier 2003</p> <p>2003-2006</p> <p>Jan 2003</p> <p>Janvier-décembre 2003</p>	<p>Etat, coopération bilatérale, PNUCID</p> <p>NAS / NEF / PDS / ...</p>

- le Fonds national a été créé & financé

- le Fonds français les projets les plus importants

2 milliards